Conto corrente con la posta **Anno 89° — Numero 175**

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 30 luglio 1948** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 3000 Semestrale L. 1800 Trimestrale L. 1000 Un fascicolo L. 20	In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1600 - Semestrale L. 1000 Trimestrale L. 600 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.	All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

(Ai suddetti prezzi di abbonamento aggiungere, per tassa erariale, L. 12 per importi fino a L. 2000 e L. 16 per importi superiori).

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo del Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni – Via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

DECRETO LEGISLATIVO 22 marzo 1948, n. 994.
Approvazione degli Accordi di carattere economico e scambi di Note fra l'Italia e la Jugoslavia, firmati a Roma il 28 novembre 1947.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;
Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;
Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero, per l'industria e commercio, per la marina mercantile e per i trasporti;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 16 marzo 1948:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi, firmati a Roma il 28 novembre 1947, tra l'Italia e la Jugoslavia:
a) Accordo di commercio e di collaborazione economica;
b) Protocollo concernente lo scambio di merci dal 28 novembre 1947 al 28 novembre 1948;
c) Accordo concernente i pagamenti non commerciali conclusi tra il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Federativa Popolare di Jugoslavia;
d) Protocollo speciale previsto al titolo III, art. 9, dell'Accordo di commercio e di collaborazione economica;
e) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 28 novembre 1947.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 22 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — PELLA — MERZAGORA — TREMELLONI — CAPPA — CORBELLINI

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *luglio* 1948
Atti del Governo, registro n. 22, *foglio n.* 94. — FRASCA

Accord de commerce et de collaboration économique entre la République d'Italie et la République Féderative Populaire de Yougoslavie.

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République Féderative Populaire de Yougoslavie, animés d'un égal désir d'établir les relations commerciales et économiques et de créer les bases pour une collaboration entre leurs Pays respectifs sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Dispositions générales

Art. 1

Les deux Parties Contractantes s'engagent à accorder réciproquement pendant la durée de cet Accord le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne:

a) les ressortissants d'une Partie Contractante sur le territoire de l'Autre en ce qui concerne la protection de leur personne, droits et intérêts, en rapport avec leurs relations résultant du commerce, de la navigation et d'autres formes de rapports économiques;

b) l'importation et l'exportation de produits d'origine ou de provenance de leurs territoires respectifs;

c) le tarif douanier, son application et la perception de droits de douane et autres redevances exigibles à l'entrée ou sortie des marchandises;

d) le transit;

e) les droits de ports et autres charges en rapport avec la navigation et leur perception, ainsi que le traitement avec les navires et leurs cargaisons dans les eaux territoriales et ports de l'autre Partie Contractante.

Art. 2

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas:

a) aux faveurs accordées aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic-frontière;

b) aux faveurs, droits et engagements résultants d'union douanière, d'égalisation des monnaies, d'ajustement des plans économiques et des traités y relatifs.

Art. 3

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie procéderont à la conclusion des arrangements et accords spéciaux en vue de contribuer au développement réciproque de la collaboration économique ainsi qu'au règlement de toutes questions techniques y relatives.

TITRE II

Echanges commerciaux

Art. 4

Les deux Gouvernements sont convenus d'effectuer entre leurs Pays respectifs les échanges de marchandises, pendant la durée du présent Accord, établis par des protocoles spéciaux et des listes de contingents.

Art. 5

Les échanges commerciaux entre les deux Pays dont à l'article 4 du présent Accord, seront effectués en principe dans des périodes de douze mois.

De même, les deux Gouvernements, dans le but d'un déroulement progressif de leur commerce mutuel et de leurs économies respectives, régleront et augmenteront, suivant le développement systématiquement coordonné des échanges, par des protocoles et des listes particulières, les échanges une fois établis, tout en tenant compte de leurs besoins respectifs, du complément possible des deux économies et d'une collaboration économique intensive entre leurs Pays.

Art. 6

Les deux Gouvernements s'engagent à autoriser l'exportation et l'importation des marchandises indiquées dans les protocoles et les listes des contingents qui sont établis conformément aux Articles 4 et 5 du présent Accord et ceci jusqu'à concurrence des quantités et des valeurs fixées.

Art. 7

Les deux Gouvernements prendront les mesures nécessaires pour que les permis d'importation et d'exportation soient délivrés en temps utile en réduisant les formalités respectives au minimum.

Art. 8

L'importation et l'exportation des marchandises non prévues dans les listes indiquées à l'Article 4 seront autorisées dans les limites des possibilités. Toute demande pour l'importation ou l'exportation de telles marchandises sera examinée de la part des Autorités compétentes des deux Pays avec la plus grande bienveillance.

TITRE III

Les livraisons à long terme

Art. 9

Les deux Parties Contractantes ont determiné, par un Protocole spécial et des listes y annexées, les livraisons des installations, machines, navires, équipements etc. qui seront livrés à la République Fédérative Populaire de Yougoslavie par la République d'Italie, pendant les cinq années consécutives (1947-1951).

Les livraisons yougoslaves (matières premières, produits alimentaires, produits mi-ouvrés, etc.) seront déterminées année par année dans le cadre de la liste dont à l'Article 5.

Art. 10

Le Gouvernement de la République d'Italie prendra toute mesure — suivant les règles établies dans le Protocole, dont à l'article précédent — afin que les livraisons au Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie des produits mentionnés à l'Article 9 du présent Accord soient effectuées dans les délais fixés.

Art. 11

Le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie garantira, de son côté, au Gouvernement de la République d'Italie, la livraison des marchandises yougoslaves prévues à l'Article 9.

TITRE IV

Disposition concernant les paiements

Art. 12

L'Ufficio Italiano dei Cambi, Roma (ensuite nommé CAMBITAL), agissant pour le compte du Gouvernement de la République d'Italie, ouvrira un compte non productif d'intérêts en lires italiennes (nommé Conto Lire *A*) au nom de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie (ensuite nommée Banque Nationale RFPY), agissant pour le compte du Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Au crédit et respectivement au débit, de ce compte seront portées:

1) les contrevaleurs des marchandises yougoslaves prévues pour l'importation en Italie avec les frais accéssoires, ainsi que les montants résultants de la réparation de machines et d'autres matériels, à l'exception de tout ce qui concerne les navires dont à l'Article 16 suivant;

2) les contrevaleurs des marchandises italiennes prévues pour l'importation en Yougoslavie avec les frais accessoires, ainsi que les montants résultants de la réparation de machines et d'autres matériels, à l'exception de tout ce qui concerne les navires dont à l'Article 16 suivant.

Les frais accessoires comprennent: assurance de la marchandise (primes et indemnités), rabais, escomptes, bonifications, emballages et autres paiements éventuels en rapport avec la marchandise et pour lesquels s'entendent les deux Gouvernements ou les organes désignés par eux mêmes.

Art. 13

La Banque Nationale RFPY et Cambital effectueront les paiements conformément à leurs ordres réciproques sans tenir compte des disponibilités des moyens sur le compte prévu par l'Article 12 du présent Accord, et ceci à condition que le solde du compte ne dépasse le montant de Lit. 2.000.000.000 (deux milliards).

Dès que le solde de ce compte dépasse le montant de Lit. 2.000.000.000 la Commission Mixte prévue par l'Article 19 du présent Accord se réunira pour prendre les mesures pour que le solde de l'alinéa précédent ne soit dépassé.

Les montants fixés à l'alinéa 1 et 2 ci-dessus pourront être modifiés de commun accord en rapport à la valeur des échanges réciproques à prévoir.

Art. 14

Les Autorités compétentes des deux Pays délivreront réciproquement dans le cadre des préscriptions en matière de change de leurs Pays, les autorisations pour les paiements prévus par l'Article 12 du présent Accord.

Aucune difficulté ne sera faite aux paiements des avances résultants de contrats d'achat et de vente conclus.

Art. 15

La Banque Nationale RFPY et Cambital se mettront d'accord sur toutes les questions techniques concernant l'exécution régulière du présent Accord.

Art. 16

Les deux Gouvernements ou les organes compétents nommés par eux se mettront d'accord pour régler les paiements afférents aux services (entretien des postes diplomatiques et consulaires; frais pour voyages d'affaires, touristiques, d'écolage, d'hospitalisation; remises de la main d'œuvre, salaires, réparation de navires, etc.).

Art. 17

Après l'expiration du présent Accord le solde éventuel du compte prévu par l'Article 12 sera liquidé par des livraisons de marchandises de la part du Pays débiteur dans un délai de 4 mois.

Les catégories et les quantités des marchandises qui doivent servir à la liquidation du solde seront fixées par la Commission Mixte prévue par l'Article 19.

Au besoin les deux Gouvernements pourront s'entendre que la liquidation du solde sera effectuée d'une autre manière et pour d'autres délais même pour ce qui a trait au Titre III du présent Accord.

TITRE V

Dispositions finales

Art. 18

En cas d'expiration du présent Accord tous les contrats conclus concernant les livraisons réciproques seront exécutés sans entraves.

Art. 19

Les deux Gouvernements nommeront une Commission Mixte, qui sera composée de trois représentants de chacun des deux Gouvernements. Au besoin la Commission Mixte sera composée d'un certain nombre d'experts.

Le mandat de cette Commission sera:

1) de suivre l'application et de surveiller l'exécution du présent Accord et des Protocoles y annexés;

2) de prendre toutes les mesures pour le développement et l'amélioration des échanges réciproques de marchandises et des paiements. Dans ce but la Commission Mixte fera des propositions pour faciliter et élargir les échanges commerciaux de même que les relations économiques et financières entre les deux Pays.

Les deux Présidents seront en contact direct entre eux par voie de correspondance et également par l'intermédiaire de l'attaché commercial de l'autre Partie Contractante.

Les deux Présidents auront spécialement pour tâche:

a) d'entreprendre les mesures urgentes en vue d'éliminer toutes les difficultés relatives aux échanges de marchandises;

b) de tenir compte que les contrats commerciaux soient conclus en temps utile et dans le sens des échanges prévus;

c) de prendre soin que les livraisons soient exécutées dans les délais prévus et sous les conditions fixées par les contrats.

Dans un délai de 30 jours après l'entrée en vigueur du présent Accord, les deux Parties Contractantes s'informeront mutuellement de la nomination du Président et des membres de la Commission Mixte.

La Commission Mixte se réunira régulièrement tous les 6 mois et, au besoin, à des dates plus rapprochées. Le lieu de réunion sera fixé par accord mutuel dans un ou dans l'autre Pays.

Art. 20

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature avec tous les Protocoles et restera en vigueur pour un délai de cinq ans.

Il pourra être dénoncé dans en délai de six mois avant l'expiration de chaque période de douze mois.

Dans la première année de sa mise en vigueur il ne pourra être dénoncé.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 28 novembre 1947

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
MLADEN IVEKOVIC

Pour l'Italie
SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole concernant les échanges de marchandises du 28 novembre 1947 au novembre 1948

Conformément aux Articles 4 et 5 de l'Accord de commerce et de collaboration économique signé en date de ce jour, le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, se sont mis d'accord sur ce qui suit:

I. — DISPOSITIONS CONCERNANT LES LISTES DES CONTINGENTS.

1.

Les listes des contingents pour les échanges de marchandises ont été établis entre les deux Gouvernements pour une période de 12 mois à partir de la date de la signature de ce Protocole. Au besoin, elles peuvent être élargies ou augmentées de commun accord pendant la durée de cette période soit ou cours de la réunion de la Commission Mixte prévue par l'Article 19 de l'Accord de commerce susdit, soit par un échange de lettres entre les deux Présidents de ladite Commission, et cela en cas d'urgence.

2.

Les listes des contingents mentionnées ci-dessus sont établies de la manière suivante

La liste *A* se réfère aux contingents pour les marchandises yougoslaves à exporter vers la République d'Italie.

La liste *B* se réfère aux contingents pour les marchandises italiennes à exporter vers la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

II. — QUESTIONS RELATIVES À LA LISTE *A*.

3.

Il reste entendu que dans le contingent « Autres marchandises » dont à la susdite liste *A* sont compris:

Peaux de loir et de loutre	Lit.	3.000.000
Déchets de cuir	Tonn.	100
Cuir de porc tanné	Lit.	5.000.000

III. — QUESTIONS RELATIVES À LA LISTE *B*.

4.

Si les disponibilités du marché national le permettront, le Gouvernement italien autorisera l'exportation de:

Tonnes 50 Hydroxide de potassium
» 10 Permanganat de potassium
» 34 Nitrat de potassium

Le montant dont aux marchandises ci-dessus sera compté sur le contingent « autres marchandises ».

IV — AUTRES QUESTIONS.

5.

Etant donné que la quantité des marchandises à exporter en Italie est bien supérieure, comme poids, à la quantité des marchandises à exporter en Yougoslavie, les deux Gouvernements se sont mis d'accord que le Gouvernement de la République d'Italie fournira, dans le cadre des disponibilités et sur la demande du Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, des wagons jusqu'au 50 % du nombre nécessaire de wagons pour l'exportation des marchandises yougoslaves en Italie.

En ce qui concerne les wagons frigorifiques pour l'exportation en Italie des marchandises périssables, le Gouvernement de la République d'Italie aidera le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie dans la mesure la plus large possible.

De même les deux Gouvernements s'entraideront, au besoin avec des navires nécessaires pour le transport des marchandises entre leurs Pays.

6.

Dans le but d'éviter que les courants du trafic entre les deux Pays soient entravées, les deux Gouvernements s'efforceront d'harmoniser leurs prix d'exportation et de les maintenir autant que possible le plus stablement à un niveau correspondant à l'harmonisation qu'on aura atteinte.

Dans le cas où les prix de transactions effectives tendent à s'éloigner d'une mesure appréciable des prix d'exportation ci-dessus mentionnés, les deux Gouvernements s'engagent à les notifier sans délai l'un à l'autre, afin qu'on puisse déterminer et appliquer les mesures les plus convenables pour rééquilibrer la situation sans faire recours à des dénonciations de contrats ni à des arrêts de transactions.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 28 novembre 1947

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
MLADEN IVEKOVIC

Pour l'Italie
SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*

Marchandises à exporter de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie vers la République d'Italie pour la période d'une année du 28 novembre 1947 au 22 novembre 1948

Marchandises	Quantité ou valeur	
Champignons sechés	Tonnes	50
Pruneaux et marmelade de fruit	Lit.	100.000.000
Extrait de malt	Tonnes	60
Veaux (mâles)	Têtes	5.000
Chevaux de trait	»	300
Cornes, griffes et sabots	Tonnes	200
Gibier abattu et vivant	»	200
Volaille abattue	»	800
Volaille vivante	»	150
Oeufs.	»	2.000
Boyeaux salés	»	150
Poissons de mer, frais	»	5.000
Poissons de mer, salés	»	1.000
Menu bétail	Têtes	100.000
Peaux d'agneau, de chevreau, de chèvre et de mouton	Tonnes	100
Poils de boeufs cours	»	200
Ciment	»	20.000
Sciage de chêne, de frêne, d'orme et autre	m³	6.000
Sciage de bois résineux	»	200.000
Sciage de hêtre	»	30.000
Bois à cellulose de hêtre	M.st.	60.000
Bois de chauffage	»	180.000
Bois en grume pour la fabrication des allumettes	m³	5.000
Charbon de bois	Tonnes	20.000
Placage de chêne	m³	100
Bois contreplaqués	»	500
Pierre à ciment	Tonnes	100.000
Bauxite « Istria »	»	120.000
Concentré de chrome 48 %	»	10.000
Houille de Rasa	»	500.000
Houille brune (Trbovlje).	»	150.000
Plomb rafiné	»	4.000
Cuivre	»	1.000
Antimoine	»	150
Houblon	»	70
Opium	Klgr.	1.000
Alcaloides	»	100
Opium pulvis	»	100
Pyrèthre	Tonnes	20
Pyrèthre en poudre 0,5 %	»	2
Huiles essentielles	»	2
Plantes médicinales	»	100
Autres marchandises	Lit.	300.000.000

LISTE *B*

Marchandises à exporter de la République d'Italie vers la République Fédérative Populaire de Yougoslavie pour la période d'une année du 28 novembre 1947 au 27 novembre 1948

Marchandises	Quantité ou valeur	
Citrons et oranges	Lit.	100.000.000
Bovins reproducteurs (pinzgau)	Têtes	200
Liège	Tonnes	1.000
Greffes de vigne (espèce américaine)	Pièces	3.000.000
Tissus de laine.	M.	45.000
Fils de coton	Tonnes	35
Fils de sois artificielle	»	2.000
Chanvre rouis	»	1.000
Fils à coudre.	Tonnes	50
Armatures de tuyaux	»	60
Tuyaux (noirs) et jonctions	»	20
Tuyaux en acier	»	1.000
Tôle d'aluminium	»	500
Roulements à billes et à rouleaux	Lit.	75.000.000
Chaudières à vapeur	»	100.000.000
Moteurs à combustion interne et Diesel autres petits moteurs et pièces de rechange	»	150.000.000
Machines-outils	»	300.000.000
Machines agricoles	»	120.000.000
Machines à coudre et autres machines d'artisanat	Pièces	500
Machines à écrire, à calculer et autres	»	1.800
Machines de travaux publics	Lit.	200.000.000
Ustensiles pour l'industrie textile	»	150.000.000
Appareils et instruments de chirurgie et de médicine	»	100.000.000
Instruments de précision, pour l'astronomie, géodésie, navigation et laboratoires physiques, appareils photographiques et verres optiques, microscopes	»	60.000.000
Appareils et instruments pour laboratoires enologiques	»	10.000.000
Balances automatiques	»	25.000.000
Pompes diverses	»	60.000.000
Marteaux pneumatiques et pièces de rechange	»	100.000.000
Compresseurs et accessoires (nouveaux et usés)	»	75.000.000
Transmissions à chaîne	»	1.000.000
Ventilateurs de mines électriques ou pneumatiques	»	5.000.000
Electromoteurs	»	42.000.000
Générateurs éléctriques	»	7.000.000
Transformateurs pour haute et basse tension (petits)	»	45.000.000
Fourneaux électriques à induction à haute fréquence	»	40.000.000
Fourneaux électriques pour traitement thérmique	»	5.000.000
Isolateurs électriques	»	25.000.000
Matériel d'isolation électrique	»	20.000.000
Matériel électrotechnique	»	60.000.000
Instruments de mesure électriques	»	70.000.000
Installations de haute fréquence	»	70.000.000
Centrales téléphoniques automatiques et pièces de rechange	»	55.000.000
Cables téléphoniques	»	5.000.000
Téléscripteurs	»	3.000.000
Matériel radio-technique de réception et de transmision	»	120.000.000
Ampoules de T. S. F	Pièces	50.000
Tramways	»	9
Trolleybus	»	15
Camions (de 7-10 t., nouveaux et usés)	»	80
Camions (jusqu'à 7 t., nouveaux et usés)	»	50
Pièces de rechange d'automobiles	Lit.	200.000.000
Châssis d'autobus	Pièces	45
Remorques (10 t., nouveaux et usés)	»	60
Motocycles	»	150
Bicyclettes en pièces détachées	»	7.500
Ateliers de réparations ambulants montés sur camions	»	5
Installations pour la vulcanisation des pneus	Lit.	3.000.000
Electrocars	Pièces	10
Appareils de projection cinématographiques	Lit.	14.000.000
Machines pour l'industrie cinématographique	»	31.000.000
Verres de laboratoire et autres matériels de laboratoire	»	90.000.000
Soufre	Tonnes	1.000

Marchandises	Quantité ou valeur	
Matériel photographique	Lit.	35.000.000
Produits chimiques pour photos	»	20.000.000
Produits chimiques, de laboratoire et pharmaceutiques	»	35.000.000
Huiles essentielles	Tonnes	32
Accélérateurs pour l'industrie du caoutchouc	»	30
Corindon artificiel	Lit.	20.000.000
Carbonate de barium	Tonnes	12
Coulers d'aniline	»	200
Borax	»	500
Cyanure de natrium	»	10
Trysodium phosphate	»	70
Natrium solphide	»	200
Acide oxalique	»	50
Calcium chloride	»	100
Alpha-naphtol	»	1
Acide lactique	»	50
Autres marchandises	Lit.	500.000.000

DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

Rome, le 28 novembre 1947

Monsieur le Président,

Comme suite à l'Accord de commerce et de collaboration économique signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous proposer

1. que le compte tenu en lires italiennes chez l'Ufficio Italiano dei Cambi Rappresentanza di Milano, au nom de Centralno prometno a. d., Beograd, soit arrêté au moment où l'Ufficio Italiano dei Cambi Roma ouvrira au nom de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie le compte prévu à l'article 12 de l'Accord de commerce et de collaboration économique signé en date de ce jour entre nos deux Pays. Le solde éventuel qui en proviendra sera porté sur le compte de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie chez Cambital, Roma;

2. que le règlement de toutes les affaires conclues pour lesquelles il a été prévu que le paiement sera effectué par le compte Centralno prometno a. d., Beograd, chez l'Ufficio Italiano dei Cambi Rappresentanza di Milano, jusqu'à leur liquidation doit être effectué à travers les comptes de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie chez l'Ufficio Italiano dei Cambi, Roma.

Je Vous prie de me confirmer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République
Fédérative Populaire de Yougoslavie
MLADEN IVEKOVIC

Monsieur *le Président*
de la Délégation de la République d'Italie ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE D'ITALIE

Rome, le 28 novembre 1947

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Comme suite à l'Accord de commerce et de collaboration économique signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous proposer:

1. que le compte tenu en lires italiennes chez l'Ufficio Italiano dei Cambi Rappresentanza di Milano, au nom de Centralno prometno a. d., Beograd, soit arrêté au moment où l'Ufficio Italiano dei Cambi Roma, ouvrira au nom de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie le compte prévu à l'article 12 de l'Accord de commerce et de collaboration économique signé en date de ce jour entre nos deux Pays. Le solde éventuel qui en proviendra sera porté sur le compte de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie chez Cambital, Roma;

2. que le règlement de toutes les affaires conclues pour lesquelles il a été prévu que le paiement sera effectué par le compte Centralno prometno a. d., Beograd, chez l'Ufficio Italiano dei Cambi Rappresentanza di Milano, jusqu'à leur liquidation doit être effectué à travers les comptes de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie chez l'Ufficio Italiano dei Cambi, Roma.

Je Vous prie de me confirmer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République d'Italie
R. MATTIOLI

Monsieur *le Président*
de la Délégation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

Belgrade, le 19 avril 1947

Monsieur le Président,

Dans l'attente de la mise en vigueur de l'Accord de commerce et de collaboration économique, paraphé en date de ce jour, les deux Gouvernements s'engagent d'appliquer, en ce qui concerne toutes les transactions courant entre les deux Pays, le système de paiement et le traitement relatif à la délivrance des permis d'exportation ou d'importation pratiqués jusqu'ici. Ils y procéderont de façon que l'échange de marchandises mutuel soit exécuté sans entraves.

Au moment de la signature de l'Accord de commerce et de collaboration économique les deux Gouvernements se réservent d'examiner et de résoudre les questions relatives aux transactions dont ci-dessus.

Je Vous prie de me confirmer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délegation de la République
Fédérative Populaire de Yougoslavie
V. SRZENTIC

Monsieur
Dr. Raffaele MATTIOLI
Président de la Délégation de la République d'Italie
BELGRADE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE D'ITALIE

Belgrade, le 19 avril 1947

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu Votre lettre de ce jour ainsi conçue:

« Dans l'attente de la mise en vigueur de l'Accord de commerce et de collaboration économique, paraphé en date de ce jour, les deux Gouvernements s'engagent d'appliquer, en ce qui concerne toutes les transactions courant entre les deux Pays, le système de paiement et le traitement relatif à la délivrance des permis d'exportation ou d'importation pratiqués jusqu'ici. Ils y procéderont de façon que l'échange de marchandises mutuel soit exécuté sans entraves.

Au moment de la signature de l'Accord de commerce et de collaboration économique les deux Gouvernements se réservent d'examiner et de résoudre les questions relatives aux transactions dont ci-dessus.

Je Vous prie de me confirmer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous confirmer mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République d'Italie
R. MATTIOLI

A Monsieur
Vojislav SRZENTIC
Président de la Délégation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie BELGRADE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

Belgrade, le 19 avril 1947

Monsieur le Président,

Comme suite à l'Accord de commerce et de collaboration économique entre nos deux Pays que nous avons paraphé aujourd'hui, j'ai l'honneur de Vous faire part de ce qui suit concernant le Titre III dudit Accord.

Etant donné que la conclusion du Protocole concernant les livraisons prévues à l'Article 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique éxige un examen détaillé sur les possibilités de l'industrie italienne ainsi que sur les mesures et les moyens par lesquels elles doivent être réalisées, nous nous sommes mis d'accord que la conclusion de ce Protocole et l'établissement de la liste aura lieu dès que le Gouvernement de la République d'Italie sera à même de donner la réponse au Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie sur la liste de ces livraisons qui a été remise à cette fin à la Délégation italienne lors des négociations commerciales qui ont eu lieu ces jours à Belgrade. Les négociations en rapport à ce Protocole seront entamées et conduites de manière que la conclusion et la signature de ce Protocole auront lieu au plus tard deux mois après la signature de cette lettre. A ce moment on procédera à la signature de tous les instruments qui ont été paraphés en date de ce jour.

Je Vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer Votre consentement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délegation de la République
Fédérative Populaire de Yougoslavie
V. SRZENTIC

Monsieur
Dr. Raffaele MATTIOLI
Président de la Délégation de la République d'Italie
BELGRADE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE D'ITALIE

Belgrade, le 19 avril 1947

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Comme suite à l'Accord de commerce et de collaboration économique entre nos deux Pays que nous avons paraphé aujourd'hui, j'ai l'honneur de Vous faire part de ce qui suit concernant le Titre III dudit Accord.

Etant donné que la conclusion du Protocole concernant les livraisons prévues à l'Article 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique éxige un exa-

men détaillé sur les possibilités de l'industrie italienne ainsi que sur les mesures et les moyens par lesquels elles doivent être réalisées, nous nous sommes mis d'accord que la conclusion de ce Protocole et l'établissement de la liste aura lieu dès que le Gouvernement de la République d'Italie sera à même de donner la réponse au Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie sur la liste de ces livraisons qui a été remise à cette fin à la Délégation italienne lors des négociations commerciales qui ont eu lieu ces jours à Belgrade. Les négociations en rapport à ce Protocole seront entamées et conduites de manière que la conclusion et la signature de ce Protocole auront lieu au plus tard deux mois après la signature de cette lettre. A ce moment on procédera à la signature de tous les instruments qui ont été paraphés en date de ce jour.

Je Vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir me confirmer Votre consentement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République d'Italie
R. MATTIOLI

A Monsieur
Vojislav SRZENTIC
Président de la Délégation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie BELGRADE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION DE LA REPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

Belgrade, le 19 avril 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus le projet de l'Arrangement concernant les paiements non-commerciaux entre le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et le Gouvernement de la République d'Italie, qui a été élaboré par le représentant de l'Ufficio Italiano dei Cambi, Rome, et les experts yougoslaves au cours des négociations qui ont eu lieu ces jours à Belgrade.

Je vous prie de bien vouloir remettre ce projet aux Autorités compétentes en Italie pour que cet Arrangement puisse être signé au plus tard lors de la signature de l'Accord de commerce et de collaboration économique.

Le montant du solde prévu par l'article 3 du projet de l'Arrangement respectif sera fixé lors de sa signature.

Je Vous prie de me confirmer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République
Fédérative Populaire de Yougoslavie
V. SRZENTIC

A Monsieur
Dr. Raffaele MATTIOLI
Président de la Délégation de la République d'Italie
BELGRADE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE D'ITALIE

Belgrade, le 19 avril 1947

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu Votre lettre de ce jour ainsi conçue:

« J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus le projet de l'Arrangement concernant les paiements non-commerciaux entre le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et le Gouvernement de la République d'Italie, qui a été élaboré par le représentant de l'Ufficio Italiano dei Cambi, Rome, et les experts yougoslaves au cours des négociations qui ont eu lieu ces jours à Belgrade.

Je vous prie de bien vouloir remettre ce projet aux Autorités compétentes en Italie pour que cet Arrangement puisse être signé au plus tard lors de la signature de l'Accord de commerce et de collaboration économique.

Le montant du solde prévu par l'article 3 du projet de l'Arrangement respectif sera fixé lors de sa signature.

Je Vous prie de me confirmer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous confirmer mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République d'Italie
R. MATTIOLI

A Monsieur
Vojislav SRZENTIC
Président de la Délégation de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie BELGRADE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Arrangement concernant les paiements non-commerciaux conclu entre le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Dans le but de rendre possible et de faciliter les paiements non commerciaux entre la République d'Italie et la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, les deux Gouvernements sont convenus de ce qui suit:

Art. 1

L'Ufficio Italiano dei Cambi Roma, ouvrira au nom de la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie Belgrade, un compte en lires italiennes, non porteur d'intérêts, dénommé « Con to Lire *B* », par l'entremise duquel seront réglés les paiements entre la République d'Italie et la République Fédérative Populaire de Yougoslavie afférents:

1. A l'entretien des postes diplomatiques et consulaires et d'autres représentants, ainsi qu'aux besoins matériels de leurs services.

2. Aux frais de voyages d'affaires et touristiques, frais pour l'entretien pendant les études ainsi qu'aux frais pour traitement de malades.

3. Aux frais d'entretien et de subsistance ainsi qu'aux remises de l'épargne de la main-d'œuvre et d'autres techniciens.

4. A l'entretien des écoles et aux honoraires du personnel enseignant.

5. Aux frais et bénéfices résultant du déplacement des artistes pour récitaux, ou des compagnies d'artistes pour spectacles, académies musicales etc., ainsi qu'au déplacement de techniciens, hommes de science, professeurs, hommes de lettres, journalistes, etc.

6. Aux droits d'auteurs (littéraires, musicaux) et pour la location de films.

7. Aux pensions et rentes.

8. Aux impôts, amendes et autres charges publiques.

9. Aux frais d'abonnement aux journaux et revues, ainsi que pour les petits achats de livres.

10. Aux soldes provenant des comptes courants tenus par le chemin de fer de l'Etat Italien et le chemin de fer de l'Etat Yougoslave exception faite par les comptes en devises libres.

11. Aux factures des agences maritimes relatives aux droits des agences mêmes, taxes et droits divers (port, douane, sanitaires, etc.); provisions usuelles des navires, avances usuelles en monnaie aux commandants des navires etc.; aux frais de réparation, carénage etc. des navires à condition qu'il s'agisse de petites réparations qui excluent l'emploi de matières premières importées de l'étranger.

12. Tous les autres paiements non commerciaux pourront être réglés par l'entremise du « Conto Lire *B* » après consentement préalable des Autorités compétentes des deux Pays.

Art. 2

Tous les ordres de paiements en lires italiennes émis par l'Ufficio Italiano dei Cambi seront payés aux bénéficiaires respectifs par la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie en dinars.

Art. 3

Si, à un moment donné, le solde du « Conto Lire *B* » vient à dépasser le montant de vingtcinq millions de lires, le pays créancier pourra suspendre les payements en attendant que les fonds nécessaires soient créés. Ces fonds pourront être créés soit par les versements du pays créancier, pour le règlement de ses services, soit par des virements du « Conto Lire *A* », prévu à l'Article 12 de l'Accord de commerce et de collaboration économique, virements disposés par le Pays débiteur.

Art. 4

Si l'Accord de commerce et de collaboration économique venait à être dénoncé, le Ministère des Finances de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et le Cambital, après consentement préalable des autorités compétentes, examineront la possibilité de créer de fonds nécessaires au fonctionnement du « Conto Lire *B* » par l'exportation de marchandises. Dans ce cas les autorités compétentes se concerteront sur les quantités et les espèces de marchandises à exporter.

Art. 5

Dans le délai d'un mois après l'expiration du présent Arrangement la Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et le Cambital procéderont à l'établissement du solde du « Conto Lire *B* ».

Le pays créancier aura le droit d'utiliser ce solde pour les paiements prévus à l'article 1 du présent Arrangement jusqu'à son épuisement ou bien de le virer au « Conto *A* », prévu à l'Article 12 de l'Accord de commerce et de collaboration économique, à son choix.

Art. 6

La Banque Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie se mettra en rapport avec le Cambital en vue de régler les details d'ordre technique relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

Art. 7

Sur une base de réciprocité les Autorités compétentes des deux Pays donneront, dans la limite de leur réglementation respective en matière de change, les autorisations nécessaires pour que puissent être effectués les paiements courants prévus à l'Article 1 de cet Arrangement.

Art. 8

Le présent Arrangement aura une durée indéterminée et pourra être modifié d'un commun accord. Il pourra être dénoncé par l'une quelconque des deux parties, sous préavis d'un mois.

Fait à Rome, le 28 novembre 1947

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
MLADEN IVEKOVIC

Pour l'Italie
SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE D'ITALIE

Rome, le 28 novembre 1947

Monsieur le Président,

Au cours des travaux qui ont amené à l'heureuse conclusion du Protocole spécial prévu à l'Art. 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique entre nos deux Pays, paraphé à Belgrade le 19 avril dernier, nous avons constaté l'opportunité de revenir sur certains articles de l'Accord même et des documents qui y sont annexés, de la façon que j'ai l'honneur de vous indiquer ci-après et sur laquelle vous m'avez donné votre accord:

1. A l'art. 2 de l'Accord de commerce et de collaboration économique le texte de la lettre *b*) sera remplacé par le texte suivant, plus précis et, en même temps, plus conforme aux nécessités effectives de nos deux Pays:

« *b*) aux faveurs, droits et engagements résultant d'union douanière déjà parfaite ou en voie de réalisation entre l'une des Parties contractantes et un ou plusieurs autres pays, ou bien à la coordination économique effective de l'une des Parties contractantes avec celle d'un ou de plusieurs autres Pays ».

A ce propos nous sommes aussi tombés d'accord que la clause en discours ne pourra pas s'appliquer aux faveurs, droits et engagements résultant d'accords conclus avec des Pays ou territoires où l'une des Parties contractantes aurait par consentement international un intérêt prééminent.

2. A l'Art. 19 de l'Accord de commerce et de collaboration économique, dans le but d'éviter des interférences entre les attributions des Présidents des Commissions mixtes et celles des Administrations compétentes, on éliminera, à l'alinéa IV, les lettres *a*), *b*) et *c*).

3. En tenant compte des résultats des discussions intervenues à Belgrade entre les représentants des F. S. et des J. D. Z. et conclues par le Procès Verbal du 7 avril dernier, l'engagement à fournir des wagons, contenu dans la Disposition 5) du Protocole concernant les échanges de marchandises avec les Listes *A* et *B* annexées et les listes du Protocole spécial sera interprété comme obligeant le Gouvernement italien à faire son possible pour fournir 50 % des wagons nécessaires aux échanges de marchandises entre les deux Pays, mais sans qu'une impossibilité temporaire à remplir son engagement de la part de l'Italie — qui sera communiquée préalablement au Gouvernement yougoslave — puisse être considérée comme une violation ou inexécution de l'Accord de commerce et de collaboration économique. D'autre part, dans ces cas, le Gouvernement italien — successivement, en une seule fois ou à plusieurs reprises — prendra les mesures nécessaires pour la réintégration des possibilités manquées précédemment.

4. En réexaminant la Disposition 6) du Protocole concernant les échanges de marchandises avec les Listes *A* et *B* annexées, on a constaté l'opportunité de la mettre en rapport avec les possibilités effectives de contrôle des prix du côté italien, et de prévoir, en même temps qu'une harmonisation des prix, une harmonisation des livraisons effectives. Le texte paraphé sera en conséquence remplacé par le texte suivant:

« Dans le but d'éviter tout ralentissement ou entrave dans les échanges entre les deux Pays et en particulier de rendre possible l'accomplissement des engagements pluriannuels dérivant du Protocole spécial prévu par l'Art. 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique:

a) les deux Gouvernements s'efforceront d'harmoniser les prix de leurs produits d'exportation respectifs et de maintenir par la suite l'équilibre ainsi établi ou de le rétablir s'il venait d'être dérangé: le Gouvernement yougoslave donnera dans ce sens les directives nécessaires aux organismes compétents, et le Gouvernement italien fera de son côté ce qui sera en son pouvoir afin que les producteurs intéressés maintiennent les prix de leurs exportations en harmonie vec les prix auquels auront lieu les exportations yougoslaves;

b) les deux Gouvernements feront tout ce qui sera en leur pouvoir afin que les exportations s'effectuent des deux côtés en harmonie avec la structure globale des Listes *A* et *B* annexées au présent Protocole, aussi bien au point de vue de leur nature qu'à celui du moment de leur effectuation, en tenant compte, pour ce qui concerne ce dernier point, du caractère saisonnier de certaines exportations ».

5. Le montant prévu à l'art. 13, alinéa II, de l'Accord de commerce et de collaboration économique sera fixé, en harmonie avec le n. III du Protocole des négociations signé à Belgrade le 19 avril 1947 à Lit. 2.000.000.000 (deux milliards de lires italiennes).

6. En rapport avec les contacts en cours entre la Délégation Commerciale de la R.F.P.Y. à Rome et les organes compétents du Gouvernement italien à l'égard de la reprise des relations traditionnelles visant à l'exportation de filages et tissus de l'Italie vers la Yougoslavie, le Gouvernement italien déclare d'être bien disposé à faciliter de la meilleure manière et dans toute la mesure du possible la conclusion des affaires qui ont pour objet les dites marchandises.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me confirmer votre accord sur tout ce qui précède en transcrivant la présente lettre. Dans ce cas les stipulations et les textes qu'elle contient entreront en vigueur au moment de la signature de l'Accord de Commerce et de collaboration économique, et des documents qui y sont annexés, paraphés à Belgrade le 19 avril 1947, et du Protocole Spécial prévu à l'Art. 9 du dit Accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République d'Italie
R. MATTIOLI

Monsieur *le Président*
de la Délégation du Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

Rome, le 28 novembre 1947

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu Votre lettre de ce jour ainsi conçue:

« Au cours des travaux qui ont amené à l'heureuse conclusion du Protocole spécial prévu à l'Art. 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique entre nos deux Pays, paraphé à Belgrade le 19 avril dernier, nous avons constaté l'opportunité de revenir sur certains articles de l'Accord même et des documents qui y sont annexés, de la façon que j'ai l'honneur de vous indiquer ci-après et sur laquelle vous m'avez donné votre accord:

1. A l'art. 2 de l'Accord de commerce et de collaboration économique le texte de la lettre *b*) sera remplacé par le texte suivant, plus précis et, en même temps, plus conforme aux nécessités effectives de nos deux Pays:

« *b*) aux faveurs, droits et engagements résultant d'union douanière déjà parfaite ou en voie de réalisation entre l'une des Parties contractantes et un ou plusieurs autres pays, ou bien à la coordination économique effective de l'une des Parties contractantes avec celle d'un ou de plusieurs autres Pays ».

A ce propos nous sommes aussi tombés d'accord que la clause en discours ne pourra pas s'appliquer aux faveurs, droits et engagements résultant d'accords conclus avec des Pays ou territoires où l'une des Parties contractantes aurait par consentement international un intérêt prééminent.

2. A l'Art. 19 de l'Accord de commerce et de collaboration économique, dans le but d'éviter des interférences entre les attributions des Présidents des Commissions mixtes et celles des Administrations compétentes, on éliminera, à l'alinéa IV, les lettres *a*), *b*) et *c*).

3. En tenant compte des résultats des discussions intervenues à Belgrade entre les représentants des F. S. et des J. D. Z. et conclues par le Procès Verbal du 7 avril dernier, l'engagement à fournir des wagons, contenu dans la Disposition 5) du Protocole concernant les échanges de marchandises avec les Listes *A* et *B* annexées et les listes du Protocole spécial, sera interprété comme obligeant le Gouvernement italien à faire son possible pour fournir 50 % des wagons nécessaires aux échanges de marchandises entre les deux Pays, mais sans qu'une impossibilité temporaire à remplir son engagement de la part de l'Italie — qui sera communiquée préalablement au Gouvernement yougoslave — puisse être considérée comme une violation ou inexécution de l'Accord de commerce et de collaboration économique. D'autre part, dans ces cas, le Gouvernement italien — successivement, en une seule fois ou à plusieurs reprises — prendra les mesures nécessaires pour la réintégration des possibilités manquées précédemment.

4. En réexaminant la Disposition 6) du Protocole concernant les échanges de marchandises avec les Listes *A* et *B* annexées, on a constaté l'opportunité de la mettre en rapport avec les possibilités effectives de contrôle des prix du côté italien, et de prévoir, en même temps qu'une harmonisation des prix, une harmonisation des livraisons effectives. Le texte paraphé sera en conséquence remplacé par le texte suivant:

« Dans le but d'éviter tout ralentissement ou ntrave dans les échanges entre les deux Pays et en particulier de rendre possible l'accomplissement des engagements pluriannuels dérivant du Protocole spécial prévu par l'Art. 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique:

a) les deux Gouvernements s'efforceront d'harmoniser les prix de leurs produits d'exportation respectifs et de maintenir par la suite l'équilibre ainsi établi ou de le rétablir s'il venait d'être dérangé: le Gouvernement yougoslave donnera dans ce sens les directives nécessaires aux organismes compétents, et le Gouvernement italien fera de son côté ce qui sera en son pouvoir afin que les producteurs intéressés maintiennent les prix de leurs exportations en harmonie avec les prix auquels auront lieu les exportations yougoslaves;

b) les deux Gouvernements feront tout ce qui sera en leur pouvoir afin que les exportations s'effectuent des deux côtés en harmonie avec la structure globale des Listes *A* et *B* annexées au présent Protocole, ussi bien au point de vue de leur nature qu'à celui du moment de leur effectuation, en tenant compte, pour ce qui concerne ce dernier point, du caractère saisonnier de certaines exportations ».

5. Le montant prévu à l'art. 13, alinéa II, de l'Accord de commerce et de collaboration économique sera fixé, en harmonie avec le n. III du Protocole des négociations signé à Belgrade le 19 avril 1947 à Lit. 2.000.000.000 (deux milliards de lires italiennes).

6. En rapport avec les contacts en cours entre la Délégation Commerciale de la R.F.P.Y à Rome et les organes compétents du Gouvernement italien à l'égard de la reprise des relations traditionnelles visant à l'exportation de filages et tissus de l'Italie vers la Yougoslavie, le Gouvernement italien déclare d'être bien disposé à faciliter de la meilleure manière et dans toute la mesure du possible la conclusion des affaires qui ont pour objet les dites marchandises.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me confirmer votre accord sur tout ce qui précède en transcrivant la présente lettre. Dans ce cas les stipulations et les textes qu'elle contient entreront en vigueur au moment de la signature de l'Accord de Commerce et de collaboration économique, et des documents qui y sont annexés, paraphés à Belgrade le 19 avril 1947, et du Protocole Spécial prévu à l'Art. 9 du dit Accord ».

J'ai l'honneur de Vous confirmer mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
de la Délégation de la République
Fédérative Populaire de Yougoslavie
MLADEN IVEKOVIC

Monsieur
Dr. Raffaele MATTIOLI
Président de la Délégation de la République d'Italie
ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole spécial prevu au titre III Art. 9 de l'Accord de Commerce et de collaboration économique du 28 novembre 1947.

Art. 1

Au présent protocole sont jointes (Annexe *A*) les listes de commandes à long terme à exécuter dans la période 1947-1951 que le Gouvernement Yougoslave passera à l'industrie italienne, comme prévu dans l'Art. 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique du 28 novembre 1947 et que celle-ci s'engagera à exécuter sur la base des contrats conclus aux termes du présent Protocole. Pour des raisons d'ordre technique, ces listes sont rédigées en langue italienne.

Art. 2

Les listes contenues dans l'Annexe *A*, fixent pour chaque catégorie de marchandises, la valeur totale des livraisons à effectuer.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement yougoslave pourront procéder, d'accord entre eux, à des variations des valeurs susindiquées, pourvu qu'il s'agisse de montants non substantiels et que le total général des listes ne subisse pas des variations.

Art. 3

Le total général prévu par les listes de l'Annexe *A* est de $ U/S 150 millions.

Art. 4

Conformément à l'Article 9 de l'Accord de commerce et de collaboration économique du 28 novembre 1947, le Gouvernement yougoslave s'engage à fournir les matières premières, les produits mi-ouvrés et les produits alimentaires dont ci-dessous, contre les fournitures italiennes, établies par le présent Protocole:

Plomb
Cuivre
Antimoine
Chrome
Bauxite
Fer manganésien
Fer silicieux
Houille
Bois (de sciage, à cellulose, etc.)
Bétail
Porcs gras
Lard
Saindoux
Blé
Mais
Haricots

Ces marchandises seront fournies de la part yougoslave en dehors et indépendamment de tout autre contingent établi ou à établir dans les listes dont à l'Article 5 de l'Accord de commerce et de collaboration économique du 28 novembre 1947.

Le Gouvernement yougoslave utilisera ces marchandises:

1) pour la réintégration des matières premières suivant ce qui est établi par l'Article 6 ci-dessous;

2) pour les paiements à effectuer suivant la lettre *e*) du susdit Article 6, ou pour la vente directe à d'autres entreprises ou organismes italiens d'importation, vente dont la contrevaleur sera portée au crédit d'un compte spécial auprès de Cambital dénommé « Compte *A* 1 (fournitures spéciales) ».

A la fin de chaque année, le Gouvernement yougoslave indiquera au Gouvernement italien, celles des fournitures formant objet du présent Protocole qu'il commandera à l'industrie italienne, pendant l'année suivante; en même temps il lui fera connaître, par quelles marchandises comprises dans la liste ci-dessus il est à même de s'acquitter envers l'industrie et le marché italien de ses engagements dont au présent article et à l'article 6 ci-dessous.

Pour la première année, c'est-à-dire du 28 novembre 1947 au 27 novembre 1948, les communications au Gouvernement italien dont à l'alinéa précédent seront faites par la Légation de la R.F.P. de Yougoslavie à Rome dans le délai de trois mois à partir de la date de la signature du présent Protocole.

Pour les années suivantes les deux Gouvernements pourront s'accorder, lors de la révision des listes concernant les échanges commerciaux, au sujet des modifications éventuellement apporter à la liste dont au premier alinéa du présent Art. 4, ainsi qu'au sujet de la procédure à suivre pour les communications à faire, comme préscrit par le précédent alinéa.

Art. 5

Aux termes de l'art. 7 de l'Accord du 28 novembre 1947 les deux Gouvernements s'engagent à ne pas créer à la fabrication et à l'exportation des produits ou marchandises objets du présent Protocole, aucune entrave spéciale, susceptible d'en retarder la livraison.

Art. 6

Les contrats pour les fournitures prévues par le présent Protocole seront soumis, au fur et à mesure, aux autorités des deux Pays pour en vérifier sans délai et de façon à ne constituer aucune entrave à la marche des affaires, la conformité avec les stipulations du présent Protocole. Ces contrats devront prévoir la réintégration totale — par les marchandises énumérées au premier alinéa de l'Article 4 — des matières premières nécessaires dans leur ensemble à l'industrie italienne, en rapport à la fabrication des fournitures commandées.

Le paiement de la part yougoslave de chaque fourniture italienne sera effectué de la manière suivante:

a) par la réintégration totale des matières premières, comme prévu à l'alinéa précédent;

b) par des livraisons supplémentaires de marchandises dont à l'Article 4 ou par des lires italiennes provenant du « Compte *A* 1 (fournitures spéciales) », prévu par le même article;

c) pour un montant n'excédant pas 25 % de chaque fourniture, par des lires italiennes provenant du « Compte *A* » prévu par l'Article 12 de l'Accord de commerce et de collaboration économique du 28 novembre 1947.

En tout cas, et conformément aux dispositions en vigueur en Italie, le paiement de la part yougoslave selon le présent article devra être effectué dans sa totalité avant que la livraison de toute fourniture italienne soit completée, sauf ce qu'on pourra stipuler dans chaque contrat à l'égard d'essais de reception (collaudi) éventuels.

Par analogie avec ce qui est prescrit dans le dernier alinéa de l'article 4, les deux Gouvernements pourront,

d'année en année, à l'occasion de la révision des listes relatives aux échanges commerciaux, se mettre d'accord au sujet des variations à apporter au présent Article, suivant ce que l'expérience aura suggéré.

Art. 7

Pour permettre aux deux Gouvernements de suivre la marche des affaires qui forment l'objet du présent Protocole, les contrats conclus aux termes des Articles 4 et 6 devront indiquer, outre la partie payable en lires italiennes à transformer en dollars suivant l'Article 9 ci-après, le prix en dollars pour la partie qui sera couverte par livraison de marchandises yougoslaves aux termes desdits Articles 4 et 6.

Art. 8

Cambital ouvrira dans ses livres un compte statistique en dollars dans lequel il prendra note provisoire des contrats susmentionnés et de leur exécution, au fur et à mesure que les autorités italiennes auront émis les licences relatives.

Les inscriptions susdites seront rectifiées sur la base des valeurs finales des contrats, si celles-ci venaient à différer des valeurs indiquées dans les inscriptions provisoires.

Art. 9

Les montants en lires italiennes résultant des contrats dont à l'Article 7 ci-dessus seront inscrits sur le compte statistique en dollars prévu par l'Article 8 du présent Protocole ou leur contrevaleur en dollars au cours moyen entre le cours officiel du dollar U.S.A. et la moyenne des cours des « dollars de compte valutaire 50 % » (cours d'exportation) en vigueur le mois précedent à la Bourse de Rome.

Dans le cas où le Gouvernement italien apporterait des modifications aux modalités susindiquées concernant le « dollar de compte valutaire 50 % » les deux Gouvernements établiront d'un commun accord les nouveaux principes pour la détermination du cours moyen du dollar.

Art. 10

La Banque Nationale R.F.P.Y. et Cambital prendront les accords necessaires pour ce qui concerne les détails techniques relatifs aux comptes prévus aux Articles 4, 8 et 9.

Art. 11

Les commandes éventuelles de navires et les grandes réparations navales confiées du côté yougoslave aux chantiers italiens resteront en dehors du présent Protocole. Toutefois, les deux parties s'efforceront de les régler dans la mesure du possible d'une façon analogue à celle prevue dans le présent Protocole.

Art. 12

Le Gouvernement italien et le Gouvernement yougoslave régleront dans la mesure du possible d'une façon analogue à celle prévue dans le présent Protocole, la cession à la Yougoslavie du côté italien de brevets et licences de fabrication; la préparation et l'application de projets techniques de toute nature; la construction et le montage d'installations industrielles et de laboratoire etc.

Les montants afférents aux opérations susdites seront en dehors du total général prévu à l'Article 3 ci-dessus.

Fait à Rome, le 28 novembre 1947

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
MLADEN IVEKOVIC

Pour l'Italie
SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNEXE *A*

FORNITURE ITALIANE ALLA JUGOSLAVIA IN UN QUINQUENNIO

TABELLA RIASSUNTIVA

	Valore in dollari
A) ELETTROTECNICA (*Elenco* A)	
1. Macchine (MIRT)	16.000.000
2. Materiale di trazione (TZ)	5.000.000
3. Forni e saldatrici (FS)	240.000
4. Apparecchiature (ACCR)	1.000.000
5. Apparecchi di misura (AM-C)	350.000
6. Telefono, telegrafo, radio (ATT-CCD) (AREA) (VT)	7.000.000
7. Materiale di installazione (MIN)	60.000
8. Accumulatori (AP)	20.000
9. Cavi e conduttori (CODB-CEO)	5.000.000
10. Isolatori (IS)	1.500.000
Totale elettrotecnica $	36.170.000
B) MECCANICA (*Elenco* B)	
1. Turbine } (A) Macchine motrici e loro organi	(1) 3.900.000
2. Caldaie } (A) Macchine motrici e loro organi	350.000
3. Diesel } (A) Macchine motrici e loro organi	2.400.000
4. Macchine operatrici per fluidi (B)	1.300.000
5. Apparecchi sollevamento e trasporto (C)	5.500.000
6. Macchine edili, minerarie e vetro ceramiche (D)	1.450.000
7. Macchine per industria alimentare (E)	7.600.000
8. Macchine tessili e del cuoio (F)	3.500.000
9. Macchine per l'industria chimica e gomma (G)	1.200.000
10. Macchine utensili (H)	15.000.000
11. Utensili (N)	3.500.000
12. Macchine per ufficio (P)	2.250.000
13. Macchine da cucire (S)	1.750.000
14. Meccanica precisione e ottica (U)	7.600.000
15. Autoveicoli e trattori	860.000
16. Veicoli ferroviari (2)	5.000.000
Totale meccanica $	63.160.000

(1) Comprese t. 2000 di condotte forzate per un valore di dollari 400.000.

(2) Esclusi i mezzi di trazione elettrici già considerati nel gruppo precedente alla voce materiale di trazione (TZ).

C) IMPIANTI COMPLETI E GROSSE ATTREZZATURE (*Elenco C*)		Valore in dollari
1. Impianti di trivellazione		1.700.000
2. Impianti per carburanti sintetici, concimi sintetici, acido solforico		20.000.000
3. Impianti per industrie chimiche varie ed anidride carbonica		420.000
4. Cementerie, trattamento gesso e fabbriche di calce		2.500.000
5. Impianti trattamento minerali		1.400.000
6. Impianti frigoriferi		400.000
7. Impianti siderurgici e metallurgici		25.000.000
Totale	$	51.420.000

RIEPILOGO

Elettrotecnica	$	36.170.000
Meccanica	»	63.160.000
Impianti completi e grosse attrezzature	»	51.420.000
Totale complessivo	$	150.750.000

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 marzo 1948, n. 995.

Autorizzazione alla Società d'incoraggiamento d'arti e mestieri di Milano ad accettare un legato.

N. 995. Decreto del Presidente della Repubblica 3 marzo 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Società d'incoraggiamento d'arti e mestieri di Milano viene autorizzata ad accettare il legato di L. 50.000 disposto in suo favore dal defunto dott. Francesco Castelli.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 aprile 1948, n. 996.

Integrazione della tabella allegata al decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, concernente il riordinamento della rete delle Rappresentanze diplomatiche e degli Uffici consolari di 1ª categoria.

N. 996. Decreto del Presidente della Repubblica 21 aprile 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, la tabella allegata al decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, viene integrata come segue:

GRECIA *Consolato generale*: Salonicco;
Consolato: Rodi.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 maggio 1948, n. 997.

Erezione in ente morale dell'Educatorio provinciale maschile « Enna », con sede nel comune di Nicosia (Enna).

N. 997. Decreto del Presidente della Repubblica 26 maggio 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Educatorio provinciale maschile « Enna », con sede nel comune di Nicosia (Enna), viene eretto in ente morale, sotto amministrazione autonoma e ne viene approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 maggio 1948, n. 998.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile « Domenico Barba », con sede in Atri (Teramo).

N. 998. Dcreto del Presidente della Repubblica 26 maggio 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile « Domenico Barba », con sede in Atri (Teramo), viene eretto in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto organico, sotto amministrazione autonoma.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 giugno 1948, n. 999.

Riconoscimento della personalità giuridica dell'Istituto delle Suore Pie della Presentazione, con casa generalizia in L'Aquila.

N. 999. Decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica dell'Istituto delle Suore Pie della Presentazione, con casa generalizia in L'Aquila, e l'ente stesso viene autorizzato ad accettare le donazioni disposte in suo favore da Benaglia ed altri, consistenti in immobili valutati complessivamente L. 15.393.067, situati in L'Aquila.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 giugno 1948, n. 1000.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine della Vittoria, in borgo Fazio della città di Trapani.

N. 1000. Decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Mazara del Vallo in data 2 febbraio 1947, integrato con dichiarazione 29 marzo stesso anno, relativo alla erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine della Vittoria, in borgo Fazio della città di Trapani.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 giugno 1948, n. 1001.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Francesco di Paola, in frazione Rocchenere del comune di Pagliara (Messina).

N. 1001. Decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Arcivescovo di Messina in data 25 marzo 1943, rettificato con postilla 1° gennaio 1946, relativo alla erezione della parrocchia di San Francesco di Paola, in frazione Rocchenere del comune di Pagliara (Messina).

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *luglio* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 marzo 1948.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Mantova.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Mantova, pel triennio 1948-1950, i signori:

Alessio prof. dott. Francesco, medico chirurgo;

Lurà prof. dott. Angelo, medico chirurgo;

Poletti dott. Primo, pediatra;

Viterbi avv. Giuseppe, esperto in materie amministrative;

Caleffi dott. Giuseppe, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 12 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1948
Registro Presidenza n. 15, *foglio n.* 349. — FERRARI

(3402)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 marzo 1948.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Matera.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Matera, pel triennio 1948-1950, i signori:

Santoro prof. dott. Emanuele, medico chirurgo;

Filardi prof. dott. Scipione, medico chirurgo;

Lonigro prof. dott. Teresa, pediatra;

Quaranta avv. Mario, esperto in materie amministrative;

D'Amato prof. Nicola, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 12 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1948
Registro Presidenza n. 15, *foglio n.* 348. — FERRARI

(3403)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 marzo 1948.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Novara.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Novara, pel triennio 1948-1950, i signori:

Lupo prof. dott. Massimo, medico chirurgo;

Lazzarino dott. Ermanno, medico chirurgo;

Fornara prof. dott. Piero, pediatra;

Allegra prof. avv. Giuliano, esperto in materie amministrative;

Cardinali prof. dott. Angelo, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 12 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1948
Registro Presidenza n. 15, *foglio n.* 347. — FERRARI

(3404)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 marzo 1948.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Roma, pel triennio 1948-1950, i signori:

Puntoni prof. Vittorio, medico chirurgo;

Urbani prof. Lucio, medico chirurgo;

Caronia on. prof. Giuseppe, pediatra;

Pecorella avv. Camillo Gino, esperto in materie amministrative;

Miele prof. Cesare, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 12 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1948
Registro Presidenza n. 15, *foglio n.* 339. — FERRARI

(3405)

DECRETO MINISTERIALE 5 aprile 1948.

Sostituzione di un membro del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle Federazioni nazionali aderenti alla soppressa Confederazione degli industriali in rappresentanza del Ministero del tesoro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 1 e 4 del decreto legislativo luogotenenziale 23 novembre 1944, n. 369, sulla soppressione delle organizzazioni sindacali fasciste e la liquidazione dei rispettivi patrimoni;

Visto l'art. 1 del decreto legislativo 1° dicembre 1947, n. 1611, che modifica ed integra la composizione del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle soppresse organizzazioni sindacali fasciste;

Visto il decreto Ministeriale 15 aprile 1948, con il quale si provvede alla nomina del rag. Roberto Carlesimo quale membro del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle Federazioni nazionali aderenti alla soppressa Confederazione degli industriali in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Vista la lettera n. 122325, con la quale il Ministero del tesoro comunica che il rag. Roberto Carlesimo ha declinato l'incarico e designa in sua sostituzione il ragioniere Vito Culcasi;

Decreta:

Il rag. Vito Culcasi è chiamato a far parte, in sostituzione del rag. Roberto Carlesimo, del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle Federazioni nazionali aderenti alla soppressa Confederazione degli industriali specificate nel decreto Ministeriale 15 aprile 1948.

Roma, addì 5 aprile 1948

Il Ministro: FANFANI

(3424)

DECRETO MINISTERIALE 1° giugno 1948.

Caratteristiche tecniche dei francobolli celebrativi della proclamazione della Costituzione della Repubblica italiana.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visti gli articoli 238 e 239 del regolamento per i servizi postali (parte prima) approvato con regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Visto il decreto Presidenziale 22 marzo 1948, n. 392, col quale è stata autorizzata l'emissione di una serie di francobolli celebrativi della proclamazione della Costituzione della Repubblica italiana;

Decreta:

Art. 1.

I francobolli celebrativi della proclamazione della Costituzione della Repubblica italiana sono stampati in rotocalco su carta bianca recante in filigrana delle piccole ruote alate, nel formato stampa di mm. 37 x 21 e nel formato carta di mm. 40 x 24.

La vignetta è costituita da una parte centrale in cui un robusto lavoratore a torso nudo simboleggia il popolo italiano nell'atto di incidere con scalpello e martello le tavole della legge. In basso sono raffigurati una parte d'aratro, un ramoscello d'ulivo, una incudine, un libro, e a destra, una distesa di mare.

Detta parte centrale è affiancata da due rettangoli verticali che recano le seguenti leggende in carattere bastoncino bianco su fondo pieno: a sinistra, « Poste Italiane Lire » e il valore in cifre; a destra, « 1° Gennaio MCMXLVIII Proclamazione della Costituzione ».

Art. 2.

La serie consta di due valori: uno da lire 10, stampato nel colore lilla, e uno da lire 30, stampato nel colore bleu oltremare.

Art. 3.

I francobolli di cui al presente decreto saranno validi per l'affrancatura delle corrispondenze a tutto il 31 dicembre 1948, e saranno ammessi al cambio, purchè non sciupati nè perforati, a tutto il 30 giugno 1949.

Art. 4.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 1° giugno 1948

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
JERVOLINO

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *luglio* 1948
Registro Uff. risc. poste n. 17, *foglio n.* 265. — MANZELLA

(3485)

DECRETO MINISTERIALE 3 luglio 1948.

Sostituzione del presidente supplente della Commissione per gli esami di avvocato per l'anno 1948.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 31 gennaio 1948, registrato alla Corte dei conti il 9 febbraio detto anno, con cui è stata nominata la Commissione per gli esami di avvocato, per l'anno 1948;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del presidente effettivo dott. Donato Pelosi, il quale ha rassegnato le dimissioni per motivi di salute;

Decreta:

Il dott. Giovanni Musillami, presidente di sezione della Corte di cassazione, presidente supplente della Commissione per gli esami di avvocato per l'anno 1948, è nominato presidente effettivo della Commissione stessa, in sostituzione del dott. Donato Pelosi, dimissionario.

Roma, addì 3 luglio 1948

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *luglio* 1948
Registro Giustizia n. 13, *foglio n.* 181. — OLIVA

(3363)

DECRETO MINISTERIALE 9 luglio 1948.

Sottoposizione a visto delle azioni della società anonima Casa editrice « Il Tritone », con sede in Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 12 e 13 del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Riconosciuta l'opportunità di far sottoporre al visto le azioni della società anonima Casa editrice « Il Tritone », con sede in Roma, posta sotto sequestro con decreto Ministeriale 16 aprile 1945;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

Entro il termine di giorni sessanta dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, i possessori delle azioni della società anonima Casa editrice « Il Tritone », con sede in Roma, dovranno presentarle, sotto la loro responsabilità, al visto del sequestratario sig. avv. Giorgio Bolaffi presso la sede della società in Roma, via della Guglia n. 69-*B*.

Nell'esecuzione del suddetto incarico il sequestratario dovrà osservare le disposizioni contenute negli articoli 12 e 13 avanti citati, tenendo presente che il visto dovrà, altresì, essere negato alle azioni che risultassero avere appartenuto a persone di nazionalità nemica posteriormente all'11 gennaio 1945, salve le eccezioni di cui al quarto comma dell'art. 13.

Il presente decreto, oltre che nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, sarà pubblicato nei quotidiani « Il Tempo » e « Il Messaggero » di Roma.

Roma, addì 9 luglio 1948

Il Ministro: PELLA

(3488)

DECRETO MINISTERIALE 10 luglio 1948.

Nomina del vice commissario del Consorzio agrario provinciale di Alessandria.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 18 maggio 1942, n. 566, sull'ordinamento degli Enti economici dell'agricoltura e dei Consorzi agrari;

Visto il decreto Ministeriale 28 dicembre 1942, col quale è stato approvato lo statuto tipo dei Consorzi agrari provinciali;

Visto il decreto Ministeriale 25 giugno 1948, col quale il generale Alessandro Ricagno è stato nominato commissario del Consorzio agrario provinciale di Alessandria;

Ritenuta l'opportunità di assicurare al commissario la collaborazione di un vice commissario e di affidare tale incarico al dott. Vittorio Gobbetti;

Decreta:

Il dott. Vittorio Gobbetti è nominato vice commissario del Consorzio agrario provinciale di Alessandria.

Roma, addì 10 luglio 1948

Il Ministro: SEGNI

(3331)

DECRETO MINISTERIALE 13 luglio 1948.

Proroga dei poteri conferiti al commissario straordinario dell'Ente nazionale di assistenza per i venditori ambulanti e giornalai.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il regio decreto 6 giugno 1940, n. 1161, concernente il riconoscimento giuridico dell'Ente nazionale di assistenza per i venditori ambulanti e giornalai e l'approvazione del relativo statuto;

Visti i decreti 3 dicembre 1946, 1° luglio, 29 settembre 1947 e 25 gennaio 1948, con i quali il dott. Severino Parascenzo è stato nominato commissario per la straordinaria gestione dell'Ente sopradetto e successivamente riconfermato nella carica;

Ritenuta la necessità di prorogare i poteri del sopradetto commissario;

Decreta:

Sono prorogati fino al 30 settembre 1948 i poteri del commissario straordinario dell'Ente nazionale di assistenza per i venditori ambulanti e giornalai nella persona del dott. Severino Parascenzo.

Roma, addì 13 luglio 1948

Il Ministro: FANFANI

(3425)

DECRETO MINISTERIALE 14 luglio 1948.

Sottoposizione a visto delle azioni della società anonima « Gorla Siama - Fabbriche riunite per apparecchi elettromedici », con sede in Milano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 12 e 13 del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Riconosciuta l'opportunità di far sottoporre al visto le azioni della società anonima « Gorla Siama Fabbriche riunite per apparecchi elettromedici », con sede in Milano, posta sotto sequestro con decreto Ministeriale 27 aprile 1945;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

Entro il termine di giorni sessanta dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, i possessori delle azioni della società anonima « Gorla Siama Fabbriche riunite per apparecchi elettromedici », con sede in Milano, dovranno presentarle, sotto la loro responsabilità, al visto del sequestratario sig. dott. Adolfo Giannuzzi presso la sede della società in Milano, via G. A. Amadeo n. 42.

Nell'esecuzione del suddetto incarico il sequestratario dovrà osservare le disposizioni contenute negli articoli 12 e 13 avanti citati, tenendo presente che il visto dovrà, altresì, essere negato alle azioni che risultassero avere appartenuto a persone di nazionalità nemica posteriormente all'11 gennaio 1945, salve le eccezioni di cui al quarto comma dell'art. 13.

Il presente decreto, oltre che nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, sarà pubblicato nei quotidiani « Il Sole » e « Il Corriere della Sera » di Milano.

Roma, addì 14 luglio 1948

Il Ministro: PELLA

(3487)

DECRETO MINISTERIALE 17 luglio 1948.

Sottoposizione a sindacato della S. A. Nastri e Treccie, con sede in Milano, e nomina del sindacatore.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 16 settembre 1945, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sequestro la S. A. Nastri e Treccie, con sede in Milano e stabilimento in Origgio, e nominato sequestratario il comm. Vittorio Giro, che con decreto 5 febbraio 1948 è stato sostituito col dott. Giuseppe Salto;

Ritenuto che gli interessi tedeschi nella suindicata azienda non sono più prevalenti e quindi occorre trasformare il sequestro in sindacato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 8 febbraio 1946, n. 49;

Decreta:

1. — Sono revocati i decreti 16 settembre 1945 e 5 febbraio 1948, con i quali è stata sottoposta a sequestro la S. A. Nastri e Treccie, con sede in Milano e stabilimento in Origgio, e nominati sequestratari prima il comm. Vittorio Giro e successivamente il dott. Giuseppe Salto.

2. — La S. A. Nastri e Treccie, con sede in Milano e stabilimento in Origgio (Varese) è sottoposta a sindacato ed è nominato sindacatore il dott. Giuseppe Salto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 luglio 1948

Il Ministro: PELLA

(3510)

DECRETO MINISTERIALE 20 luglio 1948.

Ricostituzione della Commissione per la previdenza degli impiegati dell'industria per la provincia di Vicenza.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 14 del contratto collettivo per il regolamento di previdenza per gli impiegati dell'industria, pubblicato il 15 gennaio 1939;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 2 novembre 1944, n. 340, e successive disposizioni modificative;

Viste le designazioni fatte dalle Associazioni sindacali nazionali dei datori di lavoro e dei lavoratori dell'industria;

Decreta:

La Commissione per la previdenza degli impiegati dell'industria per la provincia di Vicenza è ricostituita come segue:

Scaroni Bruno, Bertoldi Armando e Bertollo Camillo: in rappresentanza degli industriali;

Bianco Galesio, Tosin Lino e Lupi Gino: in rappresentanza degli impiegati dell'industria.

La Commissione ha sede presso la locale Camera confederale del lavoro.

Roma, addì 20 luglio 1948

Il Ministro: FANFANI

(3529)

DECRETO MINISTERIALE 22 luglio 1948.

Proroga del decreto Ministeriale 7 giugno 1947, riguardante la determinazione di una tariffa unica per le operazioni dei cereali svolte per conto dei « Granai del Popolo ».

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE
IL MINISTRO PER IL TESORO
E
L'ALTO COMMISSARIO PER L'ALIMENTAZIONE

Visto il decreto interministeriale 9 giugno 1946, relativo alla determinazione di una tariffa unica per il carico e scarico per i « Granai del Popolo »;

Visti i decreti interministeriali 16 ottobre 1946 e 15 marzo 1947, con i quali vennero apportate modifiche al decreto interministeriale 9 giugno 1946 sopra citato;

Visto il decreto interministeriale 7 giugno 1947 per la determinazione di una tariffa unica per le operazioni di facchinaggio dei cereali svolte per conto dei « Granai del Popolo » per l'annata agraria 1947-1948;

Visto il decreto interministeriale 8 marzo 1948, con il quale è stata aumentata la percentuale di maggiorazione delle tariffe di facchinaggio, prevista dall'art. 8 del decreto interministeriale 7 giugno 1947, per oneri previdenziali ed assistenziali;

Sentita la Federazione italiana dei Consorzi agrari, la Confederazione generale italiana del lavoro ed il Sindacato nazionale facchini;

Decreta:

Articolo unico.

Il decreto interministeriale 7 giugno 1947 per la determinazione di una tariffa unica per le operazioni di facchinaggio dei cereali svolte per conto dei « Granai del Popolo » per l'annata agraria 1947-1948, modificato nell'art. 8 dal decreto interministeriale 8 marzo 1948, è prorogato fino al 31 luglio 1948.

Roma, addì 22 luglio 1948

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
SEGNI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

L'Alto Commissario per l'alimentazione
RONCHI

(3527)

DECRETO MINISTERIALE 23 luglio 1948.

Sostituzione di un membro effettivo della Deputazione della Borsa valori di Roma per l'anno 1948.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 15 gennaio 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 22 gennaio 1948, n. 17, con il quale è stata costituita, fra le altre, la Deputazione della Borsa valori di Roma per l'anno 1948;

Vista la lettera 12 luglio 1948, n. 3622, con la quale la Camera di commercio di Roma fa presente che l'avvocato Umberto Carfagna, componente effettivo della locale Deputazione di borsa, ha rassegnato le dimissioni, ed in sua sostituzione ha designato il dott. Giovanni Della Torre;

Ritenuta la opportunità di provvedere alla sostituzione ed integrazione dei componenti della Deputazione di borsa;

Decreta:

Il dott. Giovanni Della Torre è nominato membro effettivo della Deputazione per la Borsa valori di Roma, per l'anno 1948, in sostituzione dell'avv. Umberto Carfagna, dimissionario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 23 luglio 1948

Il Ministro: PELLA

(3497)

DECRETO MINISTERIALE 24 luglio 1948.

Cancellazione del comune di Fano dagli elenchi previsti dal decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, numero 154, relativi alla compilazione di piani di ricostruzione degli abitati danneggiati dalla guerra.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 154, recante norme per i piani di ricostruzione degli abitati danneggiati dalla guerra;

Visto il decreto Ministeriale 2 novembre 1945, n. 1304 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 138 del 17 novembre 1945), con il quale, il comune di Fano, limitatamente alla zona compresa tra la ferrovia, via Garibaldi, corso Vittorio Emanuele, via Montevecchio, via del Cassero, via Roma e ferrovia, venne incluso nel terzo elenco dei Comuni che devono adottare un piano di ricostruzione;

Vista la nota 24 aprile 1948, n. 5627, dell'Amministrazione comunale di Fano, con la quale si chiede la cancellazione del Comune stesso dal suddetto elenco;

Visto il rapporto 8 luglio 1948, n. 20242/1 PS. 13/22732, con il quale il provveditore regionale alle Opere pubbliche delle Marche ha ritenuto fondata la richiesta dell'Amministrazione predetta, esprimendo parere favorevole all'accoglimento della richiesta stessa;

Decreta:

Art. 1.

Il comune di Fano è cancellato a tutti gli effetti di legge dal terzo elenco approvato col citato decreto Ministeriale 2 novembre 1945, n. 1304, riguardante un gruppo di Comuni che devono provvedere al piano di ricostruzione.

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 luglio 1948

Il Ministro: TUPINI

(3498)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Esito del ricorso presentato da Paci Paolo Agostino avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 291 decisioni N. 153 registro ricorsi

L'anno 1948, il giorno 6 del mese di luglio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato da Paci Paolo Agostino di Arturo, domiciliato elettivamente presso l'avv. Paolo Spetia, via Rubicone 42, Roma, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

Devesi dunque concludere che il Paci non svolse attività informativa nell'interesse del regime fascista, e sotto tale aspetto il suo ricorso va accolto.

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, accoglie il ricorso proposto da Paci Paolo Agostino e ordina la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 6 luglio 1948

La Commissione

T. CATALDI F. POLISTINA A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(3413)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur

In data 28 giugno 1948 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al signor Howard D. Jones, Vice console degli Stati Uniti d'America a Torino.

(3459)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Trasferimento di notai

Con decreto Ministeriale del 26 luglio 1948:

Alleva Giuseppe, notaio residente nel comune di Grottammare, distretto notarile di Ascoli Piceno, è traslocato nel comune di Ascoli Piceno;

Fontana Alfonso, notaio residente nel comune di Merano, distretto notarile di Bolzano, è traslocato nel comune di Chiusa, stesso distretto;

Calogero Emanuele, notaio residente nel comune di Campi Bisenzio, distretto notarile di Firenze, è traslocato nel comune di Firenze;

Zaraga Antonio, notaio residente nel comune di Gambolò, distretto notarile di Pavia, è traslocato nel comune di Garlasco, stesso distretto;

Zito Elia, notaio residente nel comune di San Giuliano Terme, distretto notarile di Pisa, è traslocato nel comune di Pisa;

de' Sforza Alberto, notaio residente nel comune di Piovene Rocchette, distretto notarile di Vicenza, è traslocato nel comune di Lavis, distretto notarile di Trento;

Benardelli Angelo, notaio del comune di Senosecchia, distretto notarile di Trieste, autorizzato ad esercitare temporaneamente il suo ufficio nel comune di Schio, distretto notarile di Vicenza, è traslocato nel detto comune di Schio, stesso distretto.

(3535)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Montechiarugolo (Parma).

I fondi siti nel comune di Montechiarugolo (Parma), della estensione di ettari 482, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini.

a nord, strada provinciale del Pilastrello;

ad ovest, strada comunale del Monte di S. Matteo;

a sud, strada comunale del Bosco;

ad est, strada comunale della via Lunga.

(3443)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Parma-Baganza (Parma)

I fondi siti nel comune di Parma, della estensione di ettari 752, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini:

a nord, via Montebello;

ad est, strada degli argini; strada bassa di Mariano ed ancora la strada degli argini;

a sud, strada comunale degli alberi;

ad ovest, stradà che costeggia il torrente Baganza.

(3445)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Varano Melegari, frazione Vianino (Parma)

I fondi siti nel comune di Varano Melegari, frazione Vianino (Parma), della estensione di ettari 599, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini:

a sud, torrente Ceno;

ad est, rio Sanello, strada comunale da Faieto a Campofoglio ed altra strada comunale da Vianino a Pellegrino;

a nord, strada comunale Pellegrino-Varano, detta di Maria Luigia;

ad ovest, strada comunale della casa rotta a rio Martino.

(3441)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Trecasali (Parma)

I fondi siti nel comune di Trecasali (Parma), della estensione di ettari 315, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini:

a nord, strada comunale Favaletto e strada Vittorio Emanuele;

ad est, strada nuova e via Roma, nonchè la strada provinciale per Sissa;

a sud, strada del Martorano e via della Chiesa;

ad ovest, fiume Taro.

(3462)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Bedonia (Parma)

I fondi siti nel comune di Bedonia (Parma), della estensione di ettari 520, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini:

ad ovest, strada Bedonia-Ponte Ceno, da monte Vacà a Ponte Ceno, il torrente Ceno fino all'altezza della frazione Casaleto;

a nord, mulattiera per le quote 860, 1006, 1335 fino alla costa Agucchia;

a sud ed est, mulattiera che dalla strada di monte Vacà, si diparte per toccare le quote 802, 927, 1055, 1225 e le pendici di monte Arpesello fino alla costa Agucchia.

(3463)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Borgosesia e Serravalle (Vercelli)

I fondi siti nei comuni di Borgosesia e Serravalle (Vercelli), della estensione di ettari 415, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini:

a nord, argine del fiume Sesia e strada comunale Borgosesia-Bettole Sesia;

ad est, argine del fiume Sesia da S. Gaudenzio a M. Iannetti;

ad ovest, strada Vercelli-Borgosesia, dall'entrata nel comune di Serravalle all'entrata nel comune di Borgosesia;

a sud, dal M. Iannetti alla strada provinciale Vercelli-Borgosesia, entrata nel comune di Serravalle.

(3461)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO — PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 21 luglio 1948 - N. 134

Argentina	87,50	Norvegia	70,57
Australia	1.129,10	Nuova Zelanda	1.129,10
Belgio	7,99	Olanda	131,77
Brasile	19,08	Portogallo	14,20
Canadà	350 —	Spagna	31,96
Danimarca	72,98	U. S. America	350 —
Egitto	1.447,25	Svezia	97,23
Francia	1,6325	Svizzera	81,59
Gran Bretagna	1.411,38	Turchia	124,43
India (Bombay)	105,70	Unione Sud. Afr.	1.402,45

Rendita 3,50 % 1906	80,125
Id. 3,50 % 1902	72 —
Id. 3 % lordo	50 —
Id. 5 % 1935	91,95
Redimibile 3,50 % 1934	68,80
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	70,10
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,325
Id. 5 % 1936	89,35
Buoni del Tesoro 5 % (15 febbraio 1949)	99,775
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	99,875
Id. 5 % (15 settembre 1950)	99,875
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	99,725
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	99,90
Id. 5 % (15 aprile 1951)	100,10
Id. 4 % (15 settembre 1951)	95,40
Id. 5 % convertiti 1951	99,85

Il contabile del Portafoglio dello Stato

DI CRISTINA

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 10.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536, e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato, n. 990, si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotte designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. R. 3,50 % (1934)	30356	Sabatino Rosario di Giuseppe	80,50
Id.	73269	91º Reggimento fanteria di linea per la Fondazione « Abate Cravosio »	17,50
Id.	260131	Berardinelli Maria o Maria Concetta fu Vincenzo, moglie di Rossi Camillo, interdetta sotto la tutela del marito dom. in Avellino	2.894,50
Id.	28481 (nuda proprietà)	Catterina Luigi fu Luigi, dom. in Sopraponte (Brescia), con usufrutto a Di Scovolo Erminia fu Giulio, ved. di Catterina Giacomo dom. a Provezze	182 —
Id.	23792 (nuda proprietà)	Catterina Battista fu Luigi, ecc., come sopra, con usufrutto come sopra	182 —
Rendita 5 % (1935)	140709 (solo proprietà)	D'Amico Emilia, nubile, Gennaro, Giuseppe e Vittorio fu Sebastiano, gli ultimi due, minori sotto la patria potestà della madre Salvatore Cristina, eredi indivisi del padre, con usufrutto a favore di Salvatore Cristina fu Giuseppe, vedova D'Amico	1.135 —
Cons. 3,50 % (1906)	850901 (nuda proprietà e usufrutto)	Spizuoco Gabriele fu Giuseppe, dom. in America; Spizuoco Vittorio ed Alberto, germani del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Bice o Beatrice del fu Giuseppe, maritata De Risi, dom. in Napoli; Spizuoco Carmela o Maria Carmela del fu Giuseppe, maritata d'Anna, dom. in Milano; Califati Francesco del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Renato, Carlo ed Amedeo, germani di Beniamino, dom. in Nola (Napoli); Tufano Carmela, nubile, e Maria, maritata Vecchione, germane di Nicola, dom. in Saviano (Napoli); eredi indivisi di Spizuoco Virginia fu Antonio, con usufrutto a Boschi Silvestro fu Giovan Battista, dom. a Roma, e la rendita stessa è ipotecata a favore di Spizuoco Beniamino Emilia, maritata Tufano ed Ernesto, germani del fu Antonio	150,50
Id.	850902	Come sopra, con usufrutto congiuntamente e cumulativamente a Spizuoco Ernesto e Beniamino, germani del fu Antonio ed a Spizuoco Emilia fu Antonio, maritata Tufano	297,50
P. R. 3,50 % (1934)	505944	Come sopra, con usufrutto a Boschi Silvestro fu Giovan Battista, dom. a Roma, e la rendita stessa è ipotecata a favore di Spizuoco Beniamino, Emilia, maritata Tufano, ed Ernesto, germani del fu Antonio	665 —
Id.	505945	Spizuoco Beniamino fu Antonio, dom. in Nola (Napoli)	665 —
Id.	505946	Aventi diritto alla successione di Spizuoco Virginia fu Antonio, maritata Boschi, già dom. in Nola (Napoli), vincolata	350 —

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. R. 3,50 % (1934)	505947	Spizuoco Gabriele fu Giuseppe, dom. in America; Spizuoco Vittorio e Alberto, germani del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Bice o Beatrice del fu Giuseppe, maritata De Risi, dom. in Napoli; Spizuoco Carmela o Maria Carmela del fu Giuseppe, maritata d'Anna, dom. in Milano; Califati Francesco del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Renato, Carlo ed Amedeo, germani di Beniamino, dom. in Nola (Napoli); Tufano Carmela, nubile, e Maria, maritata Vecchione, germane di Nicola, dom. in Saviano (Napoli); eredi indivisi di Spizuoco Virginia fu Antonio, con usufrutto congiuntamente e cumulativamente a Spizuoco Ernesto e Beniamino, germani del fu Antonio ed a Spizuoco Emilia fu Antonio, maritata Tufano	409,50
Rendita 5 %	141743	Come sopra	500 —
Id.	141742	Come sopra, con usufrutto a Boschi Silvestro fu Giovan Battista ed ipotecata a favore di Spizuoco Beniamino Emilia ed Ernesto, germani del fu Antonio	400 —
Cons. 3,50 % (1906)	830193	Di Giorgi Giovanni Alberto fu Giuseppe Alberto, dom. in Palermo	1.925 —
Id.	813006	Antonietti Rosetta di Giuseppe, maritata Ramponi, dom. in Egro, frazione di Cesana (Novara)	70 —
Id.	817033	Come sopra	70 —
Id.	28333	Chiesa Parrocchiale di S. Margherita, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	115,50
Id.	854052	Chiesa Parrocchiale di S. Margherita Martire, in Diano Arentino (Imperia)	7 —
Id.	289940	Fabbriceria della Chiesa parrocchiale di Diano Arentino (Porto Maurizio)	17,50
Id.	287326	Beneficio Parrocchiale di S. Margherita, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	3,50
Id.	188866	Beneficio parrocchiale di S. Margherita Vergine e Martire, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	7 —
Id.	202048	Come sopra	14 —
Id.	838469	Come sopra	3,50
Id.	399503	Opera pia del Suffragio, amministrata dalla Fabbriceria della Chiesa parroccchiale di Diano Arentino (Porto Maurizio), sotto il S. T. Margherita V. e M.	31,50
Id.	28334	Opera del Suffragio nella parrocchia di Diano Arentino (Porto Maurizio)	87,50
Id.	24109	Chiesa parrocchiale di Diano Evigno, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	119 —
Id.	389287	Come sopra	3,50
Id.	24976	Opera Pia del Suffragio, in Diano Evigno di Diano Arentino	21 —
Id.	139055	Come sopra	3,50
Id.	138141	Opera Pia del Suffragio, in Diano Evigno, frazione del comune di Diano Arentino (Porto Maurizio).	7 —
Id.	156071	Come sopra	3,50
Id.	587580	Chiesa parrocchiale di S. Bernardo Abate, in Diano Evigno, frazione di Diano Arentino	35 —

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1906)	257326	Fabbriceria parrocchiale di S. Bernardo Abate, in Diano Evigno, frazione del comune di Diano Arentino (Porto Maurizio)	10,50
P. R. 3,50 % (1934)	26791	Beneficio parrocchiale di S. Margherita, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	122,50
Id.	112010	Come sopra	164,50
Id.	11510	Fabbriceria della Chiesa parrocchiale di Diano Evigno (Porto Maurizio)	182 —
Cons. 3,50 % (1906)	827078	Prencipe Alberto fu Marcantonio, dom. a Genova, ipotecato per cauzione	1.050 —
P. R. 3,50 % (1934)	265564	Fondazione Premio S. Benigno, Genova	210 —
Id.	266526	Come sopra	210 —
Id.	51227	Della Rosa Pasquale di Rocco, dom. a Newark (New Yersey) (U.S.A.)	630 —
Id.	248010 (proprietà e usufrutto)	La Marra Maria di Antonio, minore sotto la patria potestà del padre, con usufrutto a La Marra Antonio di Filippo, dom. a S. Elia Fiumerapido (Frosinone)	42 —
Id.	248011	La Marra Maria di Antonio, minore sotto la patria potestà del padre	126 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 26 febbraio 1948 — *Il direttore generale*: DE LIGUORO

(1106)

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Latina in data 23 giugno 1948, n. 10025, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Latina, è costituita come appresso:

Presidente:

dott. Giuseppe Di Pángrazio, vice prefetto;

Componenti:

dott. Corrado Tommasi Crudeli, ispettore generale medico;

prof. dott. Luigi Figacci, docente e primario medico presso l'ospedale S. Camillo De Lellis in Roma;

dott. Severino Tirelli, primario chirurgo degli Ospedali riuniti di Roma;

dott. Sàlvatore Santangelo, medico condotto;

Segretario:

dott. Alessandro Correale.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Latina.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 13 luglio 1948

(3491) — *L'Alto Commissario*: COTELLESSA

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.